

<http://pierrealainmillet.fr/Suspension-immEDIATE-du-plan-de>



Suspension immédiate du plan de licenciement chez GE !

- Vie politique -



Date de mise en ligne : vendredi 20 novembre 2020

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Je suis intervenu auprès du premier ministre pour qu'il agisse au plus vite pour contraindre le groupe General Electric à suspendre son plan de suppression d'emploi et ouvrir enfin de vraies négociations afin de sauver l'emploi et les technologies des sites General Electric menacés.

Les salariés ont annoncé une grève totale et reconductible à partir du lundi 23 novembre. Je vous invite à les soutenir en signant leur pétition, en étant présent sur le site de Villeurbanne. J'étais intervenu lors du [rassemblement organisé devant l'entreprise le 28 octobre dernier](#)

Monsieur le Premier Ministre,

Après la vente d'Alsom à General Electric qui promettait la création de 1 000 emplois, les restructurations en cours du « monopoly » financier conduisent à la destruction de notre filière industrielle de l'électricité. Le projet de ce groupe mondial, dont un patron charismatique était surnommé « bombe à neutron » car il détruisait l'emploi sans détruire le capital, est un projet destructeur pour notre pays.

C'est pourquoi nous vous interpellons, avec les salariés et de nombreux élus, pour vous demander la suspension immédiate du plan social en cours chez General Electric.

Le contexte sanitaire et social actuel, qui empêche toute rencontre entre salariés et direction, toute expertise et tout contrôle de l'Inspection du travail, rend l'empressement de la direction de General Electric indécente et inacceptable.

Nous rappelons, de plus, que l'intersyndicale a fait des contre-propositions réalistes pour des solutions alternatives au licenciement de 753 femmes et hommes sur les sites de Villeurbanne, Grenoble, Belfort, Saint Priest et Montpellier. Vous devez les écouter !

Monsieur le Premier Ministre, les investissements industriels doivent faire l'objet d'un débat public, impliquant toutes les parties prenantes dans une filière technologique. Sur le fond, nous considérons que les investissements privés doivent être conditionnés par leur utilité publique. Il faut, pour cela, un véritable outil stratégique de planification des investissements.

S'il ne vous est pas possible d'arrêter les procédures en cours et d'ouvrir une discussion sur l'avenir des usines concernées, nous vous demandons d'engager une nationalisation sans compensation des grands actionnaires afin de défendre les intérêts de femmes et d'hommes aux savoir-faire uniques.

Dans l'attente de vous lire et espérant que vous examinerez avec attention ces demandes, je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de nos salutations respectueuses et républicaines.